



**HAL**  
open science

## La résistible ascension des femmes à la direction du Mouvement des Jeunes Socialistes

Lucie Bargel

► **To cite this version:**

Lucie Bargel. La résistible ascension des femmes à la direction du Mouvement des Jeunes Socialistes. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2007, 67, pp.45-65. hal-00346956

**HAL Id: hal-00346956**

**<https://hal.science/hal-00346956v1>**

Submitted on 17 Dec 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lucie Bargel, « La résistible ascension des femmes à la direction du Mouvement des Jeunes Socialistes », *Genèses*, n°67 (dossier « femmes d'élection »), 2007, pp. 45-65.

## **LA RESISTIBLE ASCENSION DES FEMMES A LA DIRECTION DU MOUVEMENT DES JEUNES SOCIALISTES\***

Un premier regard sur le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) de 2003 révèle des instances de direction nationales, élues par les adhérents, non seulement paritaires, mais plus féminisées encore que ne l'exige l'égalité numérique entre les sexes, inscrite dans ses statuts depuis 2001. Une présidente a été élue en décembre 2001. Deux femmes occupent pour le MJS les vice-présidences des organisations internationale et européenne des jeunes socialistes. Le Secrétariat National, organe exécutif « chargé de mettre en œuvre au quotidien l'action du MJS »<sup>1</sup>, désigné par le Bureau National (BN) en son sein et initialement paritaire, compte en juin 2003 dix femmes pour sept hommes ; elles en occupent les postes les plus importants<sup>2</sup>.

Cette féminisation des instances de direction nationale du MJS est singulière à plusieurs égards. D'abord, la présence de femmes à des postes de direction dans des structures partisanes est rare. Les partis politiques restent, en effet, la filière d'accès au métier politique la moins favorable aux femmes (Paoletti 2005), même après l'adoption de la loi sur la parité. Comme le Parti Socialiste (PS), son organisation de jeunesse n'est alors pas coutumière d'une telle féminisation. L'adoption de la parité pour les instances collectives de direction du MJS intervient deux ans après l'inscription de cette mesure dans la Constitution par le gouvernement socialiste. En pratique, la parité était loin d'être atteinte au Bureau National : en 1993, il comprenait 7 femmes et 27 hommes ; en 1997, 12 femmes et 23 hommes. La présidente élue en 2001 est la première femme à occuper cette fonction. Or, ces postes de direction nationale correspondent à une position prometteuse dans la filière partisane de recrutement du personnel politique. Il est, dès lors, *a priori* surprenant que, parmi les jeunes militants socialistes, l'organisation de jeunesse la plus susceptible de fournir des ressources partisanes à ses dirigeants soit également la plus féminisée. A titre de comparaison, le syndicat étudiant Unef<sup>3</sup>, pourtant moins directement lié au Parti Socialiste, ne compte en 2006 que 32% de femmes pour 68 % d'hommes parmi ses dirigeants nationaux (Bargel et Yon 2006). Enfin, il est tout aussi surprenant que cette féminisation ne concerne pas les instances uninominales de direction fédérale<sup>4</sup> et soit circonscrite aux fonctions les plus élevées dans l'organigramme du MJS.

Si cette féminisation des instances de direction nationale du MJS est singulière du point de vue du recrutement des cadres de l'organisation de jeunesse et du parti, elle l'est également par rapport aux

---

\* Cet article s'appuie sur un travail de doctorat de science politique en cours, sous la direction de F. Matonti, à l'Université Paris 1 : *La socialisation politique dans les organisations de jeunesse des parti. Le Mouvement des Jeunes Socialistes (PS) et les Jeunes Populaires (UMP)*. Je remercie ma directrice de thèse, ainsi que Christelle Avril et Ioana Popa, pour leurs remarques et conseils sur ce texte.

processus de féminisation d'autres sphères d'activité. Un rôle de dirigeante politique se dessine et se consolide au MJS, ne se résumant pas à une simple transposition du rôle de dirigeant en vigueur jusqu'alors : aux trajectoires politiques et scolaires spécifiques des jeunes femmes de l'organisation correspond une manière particulière d'endosser ce rôle (Lagroye, 1994). Or, la sociologie des professions, en s'attachant à analyser le « potentiel de transgression de la hiérarchie sexuée que représente la féminisation des professions dites supérieures » (Lapeyre et Lefeuvre 2004), conclut le plus souvent à un maintien des catégories de genre, même lorsqu'elles sont partiellement déconnectées des appartenances de sexe. Mariette Sineau (1998) décrit ce même phénomène pour les femmes politiques : les femmes qui, malgré les modes d'exercice sexués d'une même profession, accèdent à des positions de pouvoir sont renvoyées du côté du « masculin » et se définissent elles-mêmes comme des « exceptions », laissant intactes la bicatégorisation et la hiérarchisation entre « masculin » et « féminin ». On constate ainsi que « la hiérarchie des sexes peut être transgressée, mais seulement à condition que la hiérarchie des genres soit respectée » (Mathieu 1991). Or, non seulement les dirigeantes du MJS ne sont pas cantonnées à des postes « féminins » secondaires, mais rien dans les observations que nous y avons menées ne permet de conclure à leur « masculinisation ». La bicatégorisation entre le « féminin » et le « masculin » est dès lors relativisée par l'apparition d'un rôle de femme dirigeante.

Enfin, cette féminisation des instances de direction nationale du MJS est temporaire et brève. L'exigence de parité adoptée en 2001 continue certes de s'appliquer pour la composition du Bureau et du Secrétariat National. Pour autant, depuis la fin des mandats (entre 2004 et 2005) des jeunes femmes auxquelles nous allons nous intéresser et jusqu'à aujourd'hui, la présidence de l'organisation, comme les postes clés du Secrétariat National, sont à nouveau occupés quasi exclusivement par des hommes.

Comment comprendre cette « parenthèse enchantée » durant laquelle des femmes détiennent les plus hautes fonctions au MJS sans être contraintes par des assignations de genre ? Comment expliquer les changements qui ont affecté les processus de légitimation de compétences politiques et qui ont permis d'abord une féminisation rapide et importante et, successivement, un retour tout aussi prompt à la prépondérance des hommes ? Pour répondre à ces interrogations, nous nous appuyons sur les résultats d'une recherche doctorale en cours et, en particulier, sur le dépouillement des archives du MJS<sup>5</sup>, l'observation ethnographique menée entre février 2003 et mars 2004 dans le cadre d'une enquête de terrain sur la fédération de Paris et des réunions nationales et internationales du MJS et enfin, un questionnaire adressé à ses membres<sup>6</sup>. Des entretiens réalisés avec les adhérents du MJS ont, en outre, permis de reconstituer leurs trajectoires politiques, tout en suscitant des difficultés méthodologiques particulières dès lors que l'on s'intéressait aux effets du genre au sein du mouvement. Membres d'une organisation « féministe », ceux-ci se disent, en effet, « féministes parce que socialistes » : autrement dit, tous sont naturellement et inséparablement « féministes », dès lors

qu'ils sont socialistes. Ce « féminisme » se définit, avant tout, par le refus d'attribuer aux femmes, en l'occurrence aux militantes socialistes, des spécificités quelles qu'elles soient, comme l'illustre une remarque du président élu en 2003 : « Un remerciement particulier à Mathilde, qui ne restera pas dans l'Histoire de notre mouvement parce qu'elle a été la première femme présidente mais bien parce qu'elle a été une grande Présidente<sup>7</sup> ». Ce discours « féministe » est anti-sexiste, « républicain » et « universaliste ». La question de possibles discriminations à l'égard des militantes est, en outre, présentée comme obsolète, puisque définitivement réglée par ces prises de positions « féministes » du MJS : si le genre est considéré comme producteur de rapports de pouvoir, c'est uniquement à l'extérieur de l'organisation. Par conséquent, ce « féminisme » d'organisation uniformise les propos recueillis lors d'entretiens : ils ne reflètent qu'une adhésion à la norme égalitaire de l'institution militante. Nous sommes ainsi confrontés à des enquêtés qui n'ont plus rien à dire sur le genre dans leur organisation politique. L'invisibilité des mécanismes de la domination masculine, commune à de nombreux terrains d'enquête, ne repose pas, en l'occurrence, sur une absence de discours qui justifierait ou contesterait des pratiques sexuées par ailleurs décrites par les enquêtés, mais sur la prégnance d'un discours « féministe » qui recouvre l'existence de pratiques militantes sexuées<sup>8</sup>. Cela revient, par conséquent, à étudier les manières dont le genre « fait sens » pour un groupe dont, le plus souvent, les membres n'explicitent pas, voire dénie la dimension sexuée des enjeux qu'ils évoquent.

La transformation des conditions qui empêchaient jusqu'alors l'accès des femmes aux postes de direction sera tout d'abord située dans la configuration politique changeante où le MJS évolue depuis la conquête de son « autonomie » par rapport au PS, en 1993. Les archives de l'organisation et les entretiens avec d'anciens cadres permettront d'analyser le processus de discrédit des militantes, puis l'apparition de conditions favorables à leur affirmation. Ce moment de redéfinition des normes militantes du MJS, au tournant des années 2000, est le produit des conditions d'existence de l'organisation dans ses interactions avec le PS et d'autres groupes de jeunes militants socialistes. Les résultats de l'observation ethnographique révéleront, ensuite, les manières spécifiques dont les femmes incarnent le rôle de dirigeante politique : ils permettront, plus précisément, de distinguer les compétences reconnues à ces dirigeantes de celles auxquelles peuvent prétendre d'autres militantes, d'une part, et les hommes dirigeants, d'autre part. Cette figure particulière de dirigeante, reflet d'une période transitoire pour le MJS, connaîtra, enfin, une dévalorisation due à son désajustement par rapport aux normes du groupe militant, dans une configuration politique qui se transforme une nouvelle fois à partir du milieu des années 2000.

En 2003, le MJS rassemble environ 6000 jeunes de 15 à 28 ans. Depuis 1993, l'organisation de jeunesse est « autonome » du parti : les adhésions au MJS et au PS sont distinctes, et les adhérents du mouvement élisent leurs dirigeants à tous les niveaux, tout en adoptant des « textes d'orientation » politiques lors de Congrès biennaux. Avec « la conquête de l'autonomie », un groupe politique, « Nouvelle gauche » (NG), est créé : il rassemble des jeunes issus de différents courants du Parti Socialiste, qui prennent ensemble la direction du MJS en 1993. NG est ensuite proche de la majorité du

PS, puis du gouvernement Jospin.

La Gauche Socialiste (GS) constitue, quant à elle, « l'aile gauche » du PS. Depuis 1994, la GS est le groupe politique qui dirige l'Unef et elle devient le principal groupe d'opposition à l'intérieur du MJS à partir de 1998, lorsqu'elle présente un texte d'orientation concurrent à celui de NG. Si Nouvelle Gauche n'existe d'abord qu'au MJS, le vieillissement biographique de ses fondateurs entraîne son implantation au sein du PS. Au Congrès du Mans du PS de 2003, ceux-ci participent à la création du Nouveau Parti Socialiste (NPS) et NG rejoint donc l'opposition interne du parti. NG conserve parallèlement une position majoritaire au MJS jusqu'à aujourd'hui. Ce décalage entre la direction du PS et celle de son organisation de jeunesse ne remet en cause ni « l'autonomie », ni la représentation spécifique des jeunes du mouvement dans les instances de direction du Parti Socialiste. Les présidents du MJS siègent ainsi de droit au Bureau National du Parti Socialiste.

## **LES CONDITIONS DE POSSIBILITE DE LA FEMINISATION DE LA DIRECTION DU MJS**

### **Un double discrédit des militantes**

A partir de 1993, le MJS se « reconstruit » après la paralysie que les luttes de courants liées au Congrès de Rennes du Parti Socialiste avaient entraînées dans une organisation de jeunesse alors directement dépendante de la concurrence interne au PS. La participation aux mouvements sociaux et aux mouvements étudiants (révision de la loi Falloux, lois Pasqua, Contrat d'Insertion professionnelle) fournit des opportunités de mobilisation, de visibilité et de recrutement importantes au MJS. Cet investissement dans les mobilisations étudiantes le rapproche alors des pratiques militantes de l'Unef de l'époque, encore marquée par l'héritage « lambertiste » de son groupe dirigeant qui a quitté le Parti Communiste Internationaliste<sup>9</sup> pour rejoindre le PS en 1986. Karel Yon (2003) montre que les cadres dirigeants du syndicat étudiant restent marqués durablement par ce modèle lambertiste, caractérisé par la centralisation, la hiérarchie et la discipline, et incarné par la figure du « révolutionnaire professionnel ». Ce modèle lambertiste ouvrier se matérialise dans un corps militant viril, qui rappelle celui des jeunes du « monde des bandes » (Mauger 1994). La virilité est une modalité de la masculinité, une expression exacerbée de la domination masculine, en particulier dans sa composante sexuelle (l'ostentation de la domination sexuelle masculine) et physique (force, recours à la violence) (Guyon 2008). A l'Unef, « la force physique, le succès auprès des filles, la détermination, l'utilisation systématique de termes vulgaires marqueurs d'une masculinité triomphante » constituent ainsi des attributs de légitimité militante (Yon 2003). Or, la volonté des dirigeants du MJS « autonome » d'être « en phase avec le mouvement social », dans un contexte d'opposition au gouvernement Balladur, crée des affinités avec les normes militantes du syndicat étudiant, qui incarne alors le dynamisme des jeunes socialistes. Ces affinités se manifestent y compris dans le vocabulaire qu'ils adoptent (de la « baston », « le front de la lutte »...), comme l'illustre cet extrait d'entretien avec le président du MJS de l'époque :

« Ca bouillonnait, on avait des idées, on était en pointe, on avait les lois Pasqua à combattre, le CIP, y'avait de la baston dans la rue sur le front de la lutte pour l'autonomie de la jeunesse, et puis en même temps on construisait l'organisation. »<sup>10</sup>

Dans cette même perspective, le MJS organise en 1993 des stages de formation au Service d'Ordre afin de créer son propre SO. Cette mobilisation des corps virils se manifeste aussi par l'appel à « la constitution d'une équipe propre au MJS » pour les tournois de football entre politiques, puisque les dirigeants du MJS fournissent déjà l'équipe du PS en joueurs de qualité : « le 12 mars [19]94, l'équipe de football du Parti Socialiste a humilié 5 à 1 l'équipe de l'Assemblée Nationale. [Le président du MJS] et [le trésorier du MJS] faisaient partie de cette équipe. Notre généreux trésorier a même marqué 3 buts »<sup>11</sup>.

Cette valorisation de la virilité, et en particulier de la force physique, discrédite une féminité cultivée, « bourgeoise »<sup>12</sup>, et exclut les militantes de l'exercice des responsabilités au MJS. Pourtant, cette virilité populaire est réappropriée par de jeunes hommes qui ne proviennent pas nécessairement de milieux populaires et qui peuvent simultanément investir, dans leurs activités politiques, des normes cultivées qui excluent tout autant les femmes. En somme, ces normes militantes sont « un moyen d'honorer, sinon de produire, [la] différence » et la hiérarchie entre les sexes (Goffman, 2002a).

En effet, le renouvellement des pratiques militantes au MJS n'entraîne pas pour autant le rejet des activités plus directement partisans et électorales (campagnes d'inscription sur les listes électorales, campagnes électorales...) et expertes (« stages » de formation politique, rédaction de propositions programmatiques, sur des thèmes « jeunes », pour le PS...) qui constituaient l'essentiel de ses occupations avant 1993. Au contraire même, « l'autonomie » du MJS renforce ses tâches d'élaboration doctrinale, puisque les adhérents rédigent et votent désormais les « textes d'orientation » du mouvement. Les membres du Bureau National produisent, quant à eux, de nombreuses « fiches de formation » qui font une large part à l'information (chiffres, lois...), au moins autant qu'aux revendications du MJS : lois Pasqua puis Debré, service national... font ainsi l'objet de tels dossiers. L'importance de ces activités d'élaboration idéologique s'accroît encore avec la création de Nouvelle Gauche (voir encadré). Ce groupe politique interne rédige désormais les textes d'orientation du MJS, ainsi que des « contributions » à des conventions thématiques du PS. Ses membres maîtrisent largement les procédures délibératives d'adoption des textes d'orientation du MJS, d'autant plus que, jusqu'en 1998, aucun texte d'orientation concurrent n'est proposé au vote des adhérents. Les débats doctrinaux internes – qu'il s'agisse des luttes entre courants du PS avant 1993 ou de la concurrence pour l'élaboration de « la ligne » du MJS après son « autonomie » – mobilisent des compétences cultivées spécialisées, un corpus de savoirs spécifiques, la maîtrise d'un langage et d'une rhétorique politiques, comme en témoigne le propos tenu par son président de 1993, auparavant membre rocardien du BN du MJS :

« En gros, on est devenu rocardien et on s'est habillé d'un petit “prêt-à-porter” politique et idéologique, assez pratique. Si en plus vous avez un peu d'éloquence, que vous répétez un peu intelligemment ce que vous avez appris, tout se passe très bien. »<sup>13</sup>

Jusqu'au début des années 90, les responsables nationaux du MJS sont, avant tout, des hommes de courant : ils sont désignés par le courant auquel ils appartiennent dans le Parti Socialiste pour siéger au MJS, en vertu de la représentation proportionnelle des courants dans les instances de direction du PS et, à l'époque, du MJS. Ces dirigeants sont ainsi investis dans ce travail d'appareil et détiennent des compétences de professionnels de la politique (éloquence, rhétorique...), facilitées par des compétences culturelles (savoir manier l'idéologie, « des concepts abstraits »...). L'image du jeune socialiste habillé en « costard-cravate » se forge à cette époque : la faible féminisation de l'organisation et, plus encore, de ses responsables ne fait que renforcer l'omniprésence de cette tenue vestimentaire. Si, parmi ces « bureaucrates », ceux qui prennent la direction du MJS en 1993 adoptent un temps les normes militantes d'autres groupes de jeunes socialistes – l'Unef, mais aussi SOS Racisme<sup>14</sup> – qui veulent, quant à eux, incarner le « mouvement de masse »<sup>15</sup>, la spécificité de cette organisation directement liée au PS ressurgit pourtant rapidement.

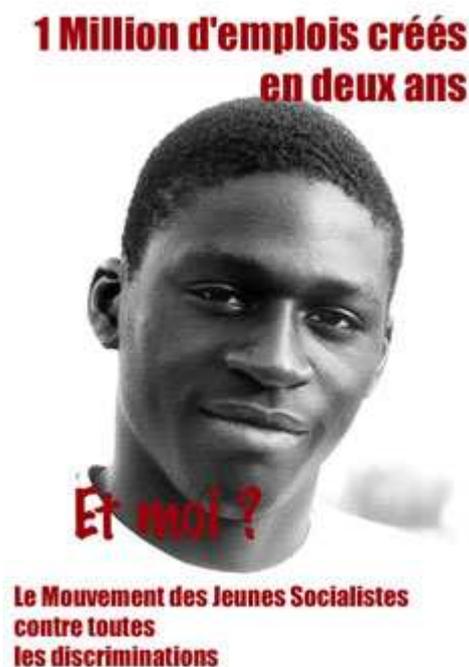
### **Conditions d'affirmation des femmes**

L'arrivée de la « gauche plurielle » au pouvoir en 1997 renforce l'importance de compétences politiques professionnelles au sein du MJS, en même temps qu'elle provoque un désengagement des mouvements sociaux de contestation du gouvernement. Dans le texte d'orientation qu'il adopte la même année<sup>16</sup>, le MJS se définit comme un « partenaire critique » du PS, amené à lui porter des propositions, à défendre la politique du gouvernement, et éventuellement à exprimer des désaccords. Cette nouvelle configuration accélère, en outre, le renouvellement générationnel « mécanique » (par la limite d'âge de 28 ans) à la direction du MJS, puisqu'elle ouvre des opportunités de carrières politiques pour les plus expérimentés de ses membres, en même temps qu'elle affaiblit, comme nous le verrons, l'un des canaux de recrutement du MJS, celui des mouvements étudiants. La première équipe nationale du MJS autonome s'investit, en effet, largement dans les cabinets ministériels. Ainsi, par exemple, son premier président devient conseiller politique de Martine Aubry, tandis que NG est un temps proche de la ministre :

« On se construit sur cette logique là – raconte ce dernier –, on est plutôt dans les trois glorieuses au début, où Jospin ça se passe bien, on enchaîne les réformes de gauche, on se sent à l'aise avec ça, pas toujours avec tout, mais bon, c'est plutôt pas mal. En fait, on grandit dans cet environnement-là, assez confortable, où les dirigeants prennent des responsabilités dans les cabinets ministériels. (...) Nouvelle Gauche a fourni l'essentiel des cadres de bonne qualité, à ce moment-là, où politiquement on a pris le pouvoir, qui ont été recrutés dans les cabinets ministériels. »<sup>17</sup>

Après un soutien sans faille aux 35 heures et aux emplois-jeunes, les bonnes relations entre le MJS et le gouvernement Jospin sont cependant remises en cause par la non abrogation des lois Pasqua-

Debré-Méhaignerie que réclame le premier. De plus, dans les débats internes au MJS, Nouvelle Gauche doit faire face aux attaques de la Gauche Socialiste, qui condamne la signature du traité d'Amsterdam, la poursuite des privatisations et le maintien du plan Juppé par le gouvernement, et qui réprovoe par conséquent le soutien de NG à cette politique. Les dirigeants de NG cherchent en réponse à maintenir leur identification en tant que « partenaires critiques » du gouvernement Jospin en investissant les « questions de société » – en l'occurrence, les droits des femmes et des homosexuels –, dont ne se saisit pas la GS. Le MJS se targue alors d'avoir amené le PS à soutenir l'adoption du PACS et de la parité, justifiant ainsi le maintien de son soutien au gouvernement. L'organisation de jeunesse reste un « partenaire critique » parce qu'elle est « en pointe » sur ces « questions de société », et qu'elle parvient à infléchir la politique gouvernementale en la matière. Pour défendre ces positions, les textes d'orientation politique du MJS incluent le « féminisme » et la « lutte contre les discriminations sexistes » dans une volonté plus large de « lutte contre toutes les discriminations », considérée comme partie intégrante du « projet socialiste ». Le texte d'orientation adopté au Congrès de décembre 2001 développe ainsi les revendications liées « au combat de l'égalité »: lutte contre les violences faites aux femmes, mariage homosexuel et homoparentalité, mais aussi droit de vote des étrangers résidant en France, par exemple.



### III. Campagne nationale du MJS, 2000.

La présence du PS au gouvernement renforce, par conséquent, l'importance des activités d'élaboration programmatique du MJS et la nécessité de compétences politiques professionnelles, cette fois expertes, techniciennes voire technocrates, pour l'établissement de diagnostics et la conception

de politiques publiques (Dubois et Dulong 1999). La valorisation de ces compétences rend possible pour de nombreuses femmes (très) diplômées des trajectoires d'ascension dans l'organisation. Cette ouverture d'opportunités aux militantes est encore renforcée dès lors que les compétences techniques recherchées deviennent des compétences en « questions de société » voire en « féminisme ». La distanciation des membres du MJS par rapport à un modèle viril de militantisme depuis 1997, due d'abord à la prise d'importance des activités programmatiques de l'organisation, rend par la suite possible leur identification au positionnement « féministe » et « *gay friendly* » de l'organisation. S'il serait simpliste d'établir des relations directes de causalité, des affinités électives existent entre les prises de positions « féministes » du MJS et la féminisation de ses cadres.

Le retrait des mouvements étudiants a aussi pour conséquence le tarissement de la filière de recrutement privilégiée qu'ils représentent pour l'organisation. En effet, d'après les résultats de notre questionnaire, presque la moitié (48%) de ceux qui ont adhéré au MJS entre 1993 et 1997 mentionnent un mouvement étudiant ou lycéen comme leur première mobilisation politique ; un autre quart (24%) cite un mouvement social. En revanche, seulement un tiers (32%) de ceux qui ont adhéré entre 1997 et 2001 considère qu'un mouvement étudiant ou lycéen a constitué leur première mobilisation politique, et 6% d'entre eux, un mouvement social. Pendant cette période, les campagnes électorales sont devenues le principal canal de recrutement du MJS (43% des adhésions, alors qu'elles n'en représentaient auparavant que 24%). Un creux dans le recrutement de l'organisation de jeunesse s'amorce, dès lors, à partir de 1997: « par expérience – écrivent ses dirigeants –, nous savons que de telles périodes de pouvoir sont généralement synonymes de désengagement militant et de déclin de l'activité des mouvements tels que le nôtre »<sup>18</sup>. Signe du recul des normes viriles de militantisme liées à la participation aux mouvements sociaux, cette crise du recrutement concerne principalement les hommes. En effet, l'écart entre les adhésions de femmes et d'hommes se réduit entre 1997 et 1999, tandis que les femmes interrogées sont plus nombreuses que les hommes à avoir adhéré en 2000 et 2001. Les opportunités d'une carrière politique ascendante pour les militantes sont ainsi renforcées par l'abaissement de la concurrence pour les postes de cadres nationaux au MJS : le creux dans le recrutement de militants qui se manifeste à partir de 1997, se fera sentir cette fois pour le recrutement des instances nationales au tournant des années 2000. Les membres du Bureau National sont, en effet, le plus souvent recrutés parmi les Animateurs Fédéraux (AF), postes uninominaux de direction d'une fédération, ou bien parmi les membres des instances collectives de direction des fédérations (dont les AF sont à la tête) et des régions, qui ont donc été « simples militants » avant d'être élus pour un mandat local de deux ans.

C'est dans ce contexte général, caractérisé par une pacification des pratiques militantes, un renouvellement générationnel, une valorisation des compétences expertes, un investissement des « questions de société » par le MJS, et en même temps, dans la conjoncture due à la préparation de la

campagne présidentielle de Lionel Jospin qui exige le « rassemblement » des socialistes, qu'en décembre 2001, la parité est adoptée dans les instances du MJS et qu'une présidente et un BN paritaire sont élus à la tête de l'organisation.

## **ETRE UNE DIRIGEANTE POLITIQUE**

### **L'excellence scolaire des nouvelles dirigeantes**

La nouvelle équipe nationale paritaire de 2001 incarne le renouvellement générationnel évoqué, qui atteint les cadres nationaux du MJS sous le mandat de la présidente. Sa propre trajectoire militante est significative de ce renouvellement : Mathilde est la première présidente à ne pas avoir été formée dans les clubs « forum XXI » rocardiens, auxquels ont en revanche participé, avant leur dissolution en 1993, tous ses prédécesseurs. Son expérience politique s'est accomplie exclusivement au MJS, et principalement dans un MJS « partenaire » d'un gouvernement de gauche : Mathilde devient AF en 1997 et entre au BN en 1999. Au moment où elle accède à la présidence, elle vient d'obtenir un DEA en sociologie et entame un doctorat. A titre de comparaison, le premier président du MJS autonome est, pour sa part, titulaire d'une licence d'histoire : il doit davantage son recrutement dans les cabinets ministériels à une compétence politique professionnelle d'appareil, acquise chez les jeunes rocardiens et, inséparablement, dans les luttes internes du PS, qu'à une compétence politique professionnelle experte, validée par un diplôme. Plus largement, alors que les derniers cadres nationaux formés au MJS entre 1993 et 1997 quittent le BN au cours de ce mandat, le profil de femme diplômée qu'incarne Mathilde prend une importance particulière, puisque les postes clés du Secrétariat National sont occupés par des femmes aux propriétés comparables. Elles composent ainsi la majorité de l'équipe présente quotidiennement au siège national du MJS.

Membre de cette équipe, Julie est, par exemple, fille de deux cadres de la fonction publique. Elle adhère au MJS en septembre 2000, à 20 ans, alors qu'elle milite déjà dans une association étudiante d'enseignement aux personnes incarcérées. Dès 2001, elle est élue responsable d'un groupe local du MJS Paris, tandis qu'elle est stagiaire dans une banque pour son diplôme d'HEC. En janvier 2002, suite au Congrès de Lille du MJS, Julie devient membre du Collectif Fédéral de Paris. Après avoir intégré l'IEP de Paris en septembre 2002, elle devient responsable du MJS Sciences Po pour l'année universitaire, puis est élue Secrétaire Nationale aux « questions de société » en juin 2003. Indice de son intégration au groupe dirigeant le plus central, Julie est chargée de la présentation publique de la motion majoritaire lors du Congrès de Lamoura, en décembre 2003. Parallèlement à cette trajectoire militante, elle obtient son diplôme de Sciences Po, et renonce à s'inscrire en « Prep'ENA » pour devenir permanente du MJS et Secrétaire Nationale à la formation et aux études. Elle sera, enfin, pressentie pour être candidate à la présidence du mouvement en 2005. La trajectoire de Julie dans l'organisation est exemplaire des ressources que fournit un parcours universitaire d'excellence (HEC et

Sciences Po) et elle est particulièrement remarquable par sa rapidité, rendue possible par ces capitaux scolaires et, plus largement, culturels, mais aussi par l'ancrage parisien de ses activités militantes (lié à ses études). Le type d'attributions nationales de Julie montre bien, enfin, qu'elle bénéficie de la valorisation de compétences expertes – en particulier, en matière de « questions de société » et de « formations et études » – par la direction du MJS de cette époque.

Ces dirigeantes diplômées sont représentatives de leur génération de jeunes femmes fortement investies dans la réussite scolaire (Baudelot et Establet 1992), en particulier en sciences sociales, domaine d'orientation à la fois féminisé et proche des compétences politiques. Comme Julie, les autres dirigeantes sont reconnues pour les compétences cristallisées par leurs diplômes, fortement valorisés au MJS. Nombreux sont, par exemple, les membres du MJS Paris qui présentent le concours d'entrée à Sciences Po – sans succès le plus souvent. Les trajectoires d'excellence scolaire des dirigeantes constituent en effet une ressource en raison de leur rareté relative. 28% « seulement » des participants interrogés au Congrès de 2003 sont titulaires d'un diplôme de 3<sup>ème</sup> cycle, mais plus de la moitié sont encore étudiants. Si, dans l'ensemble, les femmes sont moins diplômées que les hommes, c'est, en partie, parce qu'elles sont aussi plus jeunes qu'eux. En revanche, parmi les responsables nationaux, 71% des femmes, et seulement un tiers des hommes, sont titulaires d'un diplôme de 3<sup>ème</sup> cycle (alors qu'ils et elles ont cette fois le même âge, 26 ans en moyenne).

Cette conversion d'un haut niveau de diplôme en d'autres types de ressources, par certaines femmes, n'est spécifique ni au MJS, ni même aux activités politiques. Les études statistiques sur le partage des tâches domestiques montrent, par exemple, que les inégalités entre hommes et femmes sont moins importantes lorsque les femmes bénéficient d'un diplôme élevé et, plus encore, quand leur conjoint est également bien diplômé (Zarca 1990). La détention de titres scolaires favorise également les femmes dans la négociation du maintien d'une activité professionnelle après la naissance d'un enfant (Devreux 1984). Dans le champ politique, Marc Abélès (2000) montre qu'à l'Assemblée Nationale, les hommes ont en moyenne un diplôme de niveau Bac+2, alors que le diplôme moyen des femmes est de niveau Bac+5. Mariette Sineau (1998) insiste également sur le fait que les premières femmes qui accèdent à la sphère gouvernementale, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, sont à la fois démunies de ressources partisans et pourvues d'un statut de « technicienne » diplômée (l'exemple de Simone Veil en témoigne). Le second septennat de François Mitterrand voit aussi la nomination à des postes politiques de femmes très diplômées, et en particulier, des énarques. Catherine Achin et Sandrine Lévêque (dans ce numéro) montrent cependant que les ressources scolaires exceptionnelles de celles-ci ne les dispensent ni d'une nécessaire conformité à leur genre, ni des stigmatisations sexistes que cette conformité permet.

Il ne s'agit dès lors pas ici de suggérer que le niveau de diplôme annule les effets du genre. En revanche, les capitaux scolaires semblent bien, sous certaines conditions, fournir aux femmes qui les

détiennent des ressources qui leur permettent, davantage qu'aux femmes qui en sont dépourvues, d'atténuer leurs assignations de genre. Autrement dit, les opportunités qu'offrent aux femmes un haut niveau de diplôme ne sont pas mécaniques : elles ne s'actualisent que dans certains contextes, en l'occurrence, en raison d'un creux dans le recrutement de l'organisation qui entraîne l'abaissement du niveau de la concurrence pour les postes de direction nationale, et plus encore, comme nous le verrons, d'une période transitoire de redéfinition des normes militantes.

### **« Sérieuse » ou « légère » : la fabrication des rôles**

L'excellence universitaire et la réputation de « sérieux » qu'elle fournit distingue les femmes qui sont parvenues à des postes de responsabilité au sein du MJS non seulement de leurs homologues masculins, mais aussi d'autres femmes relativement moins bien dotées en capital scolaire. L'observation participante de la délégation du MJS au festival international des jeunes socialistes de l'été 2003 permet ainsi de discerner un registre de rôle masculin et deux registres de rôle féminin, qui concernent des militants fortement investis et bien intégrés à l'organisation dès lors qu'ils font partie de la trentaine de représentants des jeunes socialistes français.

Tous les trois ans, la IUSY (*International Union of Socialist Youth*) organise un camp d'été d'une semaine, qui réunit les organisations de jeunesse de partis socialistes d'une centaine de pays. En juillet 2003, il a lieu en Grèce : deux mille jeunes sont réunis dans un camp de tentes, situé au bord d'une plage et bien pourvu en bars et en discothèques. La température moyenne dépasse les trente degrés. L'organisation matérielle du camp (repas, installation des tentes...) est prise en charge par les jeunes socialistes grecs. Ce festival constitue ainsi un cas spécifique d'évènement où la part la plus informelle de la sociabilité est quasi institutionnalisée (les dirigeants présentent le camp à celles et ceux qui y sont conviés en incluant des promesses de « rencontres de jeunes hommes et de jeunes femmes du monde entier »). Nous concentrons le propos sur cet exemple parce que, d'une part, il révèle de manière particulièrement vive des logiques caractéristiques de la sociabilité militante que nous avons pu observer par ailleurs à des occasions plus ponctuelles (des « pots » qui suivent les réunions, des collages de nuit, des soirées festives lors des Congrès...) et, d'autre part, parce qu'il permet de décrire, dans un cadre précis, les interactions entre trois présidents successifs de l'organisation.

Ma présence à ce festival, et de manière générale mon travail de terrain au MJS (mené « pour ma thèse »), ont été facilités par la familiarité et la valorisation de la figure de femme diplômée dans l'organisation. Je partage, en effet, un certain nombre de caractéristiques objectives des dirigeantes du MJS (sexe, âge, trajectoire universitaire). La détention d'une compétence en science politique qu'indiquait ma situation universitaire m'a ainsi permis de bénéficier d'une présomption de compétence politique : je n'ai – à tort - jamais été considérée comme « profane ». La concurrence interne au MJS m'a, par exemple, été expliquée dès mon premier contact avec ses responsables locaux, alors que ceux-ci prennent, en général, soin de ne pas « dégoûter » les nouveaux adhérents en ne leur révélant que progressivement ces luttes. De même, après six mois de terrain (et après ce festival), on m'a proposé de devenir cadre de la fédération de Paris du MJS. Pourtant, les motifs (scientifiques) de ma présence étaient explicites et, même si j'avais été présente à toutes les réunions, je n'y avais jamais pris la parole. Le poste pour lequel j'étais pressentie, Secrétaire Fédérale chargée de la rédaction de tracts, marque bien cette présomption de compétences liées à mes ressources scolaires : maîtrise de l'expression écrite, capacité à l'élaboration doctrinale... Il témoigne aussi de la remise en cause de la division sexuée du travail militant que permet, sous certaines conditions, ce type de ressources, dans la mesure où la rédaction de tracts est, comme l'ont montré plusieurs enquêtes de terrain, une tâche

accomplie essentiellement par des hommes (Dunezat 1998, Bargel 2005). Enfin, mon relatif retrait par rapport à la sociabilité militante, qu'impliquait ma position d'enquêtrice, concourrait également, comme nous allons le voir, à mon assimilation aux filles « sérieuses ».

Lors de ce festival, les responsables nationales insistent auprès des membres de la délégation sur la nécessité d'honorer la réputation de « sérieux » des jeunes socialistes français. Cet « esprit de sérieux » se traduit principalement par une participation assidue aux nombreux ateliers de débat politique et aux conférences, organisés en parallèle tout au long de la journée, en concurrence directe avec la plage. Les dirigeantes établissent ainsi une liste d'ateliers recommandés pour chaque journée, y assistent et y interviennent, s'assurent autant que possible que les membres de la délégation y sont présents, et organisent des « rencontres bilatérales » avec les autres délégations à la fin de ces journées de débats. Elles sont, en revanche, peu présentes lors des soirées festives organisées chaque jour de la semaine du festival, ne veillent pas tard, ne participent pas aux exploits festifs les plus visibles (ivresse, danse sur les tables...)

Au contraire, d'autres militantes investissent fortement cette sociabilité estivale (plage, soirées...), sont moins assidues aux ateliers, auxquels elles assistent en maillot de bain et lunettes de soleil et où il leur arrive de s'endormir. Certaines proposent même, avec humour, de créer des clubs comme « Socialisme et Alcoolisme » ou « Socialisme et Ragots ». Il serait pourtant abusif de considérer ces femmes, que l'on pourrait qualifier de « légères »<sup>19</sup>, comme des dominées en termes de ressources sociales et même militantes, même si elles n'occupent pas les positions politiques les plus élevées et qu'elles sont moins bien dotées en ressources scolaires que leurs consœurs. Si, pour certaines, ces ressources ne sont pas encore aussi bien consolidées, c'est en raison de leur plus jeune âge. Pour d'autres, leur domaine d'orientation universitaire est moins transposable à l'activité politique, puisque trop « féminin » (école d'art, langues), mais aussi, parfois, trop « technique » (école d'ingénieur). De plus, les dispositions dont témoignent ces militantes « légères » aux trajectoires scolaires longues se distinguent de l'« esprit de sérieux » qui caractérise les dirigeantes nationales : leurs origines sociales plus élevées, en particulier plus fournies en capital économique, leur autorisent un « dilettantisme » qui les singularise (Bourdieu 1989). Etre diplômée d'une grande école d'arts quand on est fille de deux cadres supérieurs n'implique pas, en effet, le même rapport aux études que celui qu'entretient une fille de migrants africains – certes, fortement dotés en capital culturel, mais déclassés socialement par la migration – qui obtient l'agrégation en sciences économiques et sociales. Cette « légèreté » s'exprime aussi face aux exigences des filles « sérieuses » : « on est aussi là pour s'amuser, on est bénévole, c'est pas le bagne » proteste ainsi l'une d'entre elles au cours d'une conversation informelle. Ces militantes « légères » expriment notamment leur inconfort à défendre « la ligne du MJS », ce qui implique non seulement d'être présente aux ateliers, mais également d'y prendre la parole lors des débats et d'y tenir, sur des thèmes très divers, des propos en conformité avec

les textes d'orientation politique du MJS. On peut dès lors qualifier cette deuxième stratégie féminine de « distance au rôle », puisqu'elle consiste en la non-conformité aux conduites prescrites par une scène d'activité (Goffman 2002), et s'oppose ainsi à la première stratégie, plus légitimiste, adoptée par les dirigeantes. La distance au rôle que manifeste ce second groupe de militantes est une autre manière de se faire une place au sein de ce festival (événement destiné à être festif et vacancier), mais aussi, implicitement, au sein de l'organisation. En investissant les activités les moins directement politiques, ces femmes font ainsi de nécessité vertu : puisqu'elles ne peuvent prétendre au même sérieux que leurs « camarades » davantage diplômées, leur attitude « légère » témoigne de la conformité à leur rôle de genre, centré sur la séduction et les stratégies conjugales, tout à fait nécessaire au bon fonctionnement du groupe et négligé par les dirigeantes.

Les ressources des militantes « sérieuses » sont tout aussi ambivalentes. D'une part, elles préservent relativement ces femmes des assignations à la féminité que connaissent les militantes « légères » (rappelées, quant à elles, à l'ordre de genre par des commentaires publics sur leurs tenues vestimentaires, leurs comportements sexuels et/ou conjugal... énoncés par des militants). Les dirigeantes ne font que très marginalement partie du marché matrimonial que peut constituer, pour d'autres, le MJS, soit parce que leur situation conjugale est stabilisée, soit parce qu'il est considéré comme acquis qu'elle est, ou sera, exogame. Or, comme tout marché matrimonial, celui-ci est le lieu d'injonctions éminemment genrées : normes esthétiques plus exigeantes pour les femmes que pour les hommes (Singly 1984), morale sexuelle féminine faite de réserve et de primauté aux sentiments... (Clair 2008). De plus, au MJS, les relations conjugales des femmes avec d'autres militants, en particulier s'ils sont plus qualifiés qu'elles, n'autorisent à celles-ci qu'une compétence politique « par alliance », autrement dit, empêchent de leur voir reconnaître une compétence personnelle – ce n'est pas le cas pour les hommes.

D'autre part, en même temps qu'il les exonère, on le voit, de certaines injonctions genrées, le rôle de « fille sérieuse » exclut les femmes concernées d'une grande part de la sociabilité militante, qui se déroule en dehors du travail politique à proprement parler et se nourrit précisément de ces interactions genrées. En adhérant entièrement aux normes les plus évidentes de l'organisation, c'est-à-dire à la valorisation des compétences expertes, ces dirigeantes oblitèrent leurs possibilités d'incarner cette sociabilité militante, moins affichée mais non moins importante. L'intégration dans un groupe de sociabilité est, en effet, l'une des rétributions du militantisme, d'autant plus valorisée par les acteurs qu'elle est moins concurrencée par les rétributions fournies par d'autres réseaux sociaux (professionnels, amicaux...) (Gaxie 1977 et 2005). Pour les jeunes du MJS, dont les statuts professionnels et conjugaux ne sont pas stabilisés, ces différentes scènes sociales sont moins séparées que pour d'autres militants. Pour les plus engagés d'entre eux, elles peuvent même se confondre (conduisant à des pratiques telles que l'endogamie, la colocation avec d'autres militants, l'emploi

politique...). En outre, la sociabilité représente l'instance de socialisation pratique à l'organisation militante et l'instance de construction d'un sentiment d'appartenance et d'obligation (« avoir le sens de l'orga » en termes indigènes). Elle constitue « le processus d'entretien et d'acquisition de l'*habitus* et de l'*illusio* militants », « l'institution en actes » (Yon 2005). Au MJS, cette socialisation à l'institution militante s'organise essentiellement à l'intérieur de sous-groupes, les courants. Les lieux de sociabilité « inter-courants », ainsi que les relations amicales ou conjugales entre militants de courants différents, sont rares. Les membres de la délégation française à ce festival sont, par exemple, tous membres de Nouvelle Gauche. La sociabilité militante crée ainsi inséparablement un sentiment d'appartenance et d'obligation vis à vis du courant, autant que vis à vis du MJS dans son ensemble. Or, la capacité à jouer une fonction de « structuration politique », en termes indigènes, c'est-à-dire à recruter et à entretenir des soutiens au courant, et, notamment, des électeurs pour les votes internes, constitue une part importante des qualités réputées nécessaires à l'exercice du pouvoir au sein du MJS. Pour les dirigeants de l'organisation de jeunesse, la capacité à organiser et à entretenir cette sociabilité à l'intérieur des courants est, par conséquent, une qualité essentielle au recrutement et au maintien de militants dévoués, et dès lors, un élément de construction de leur leadership. Ces qualités « charismatiques » sont incarnées par les membres du troisième groupe qui compose la délégation française de ce festival, celui des hommes<sup>20</sup>.

### **Les compétences « universelles » des dirigeants**

Lors de ce festival, les dirigeants du MJS réussissent, au prix d'un plus grand sacrifice d'heures de sommeil, à participer tout autant aux activités politiques qu'aux soirées festives. Ils peuvent, autrement dit, incarner à la fois les caractéristiques des « filles sérieuses » (assiduité et participation active aux débats) et celles des « filles légères » (fête et séduction). L'organisation, à leur initiative, « d'apéros » alcoolisés offerts sur la plage par la délégation française à d'autres délégations permet même de concilier, dans une seule activité, les deux impératifs – travail politique et convivialité. Ceux qui occupent les postes les plus élevés explicitent même le fait qu'ils satisfont à cette double exigence. Au lendemain d'une grande fête, ils expliquent, par exemple, que celles et ceux qui le souhaitent sont autorisés à faire la sieste, au lieu de se rendre aux ateliers : pour permettre à leurs « camarades » de se reposer, ce sont eux qui assureront la représentation de la délégation française dans les débats, malgré la fatigue qu'ils partagent. Notre propos ne veut, bien évidemment, pas suggérer que ces comportements différenciés s'expliquent *in fine* par une plus grande endurance des hommes : manquer de sommeil pendant une semaine est à la portée physique de l'ensemble des participants à ce festival. Il s'agit plutôt de faire apparaître un rapport au corps masculin qui semble inclure une plus grande propension à supporter l'épuisement de son corps<sup>21</sup> et qui diffère du rapport au corps qu'entretiennent les femmes, puisqu'elles sont, quant à elles, davantage encouragées à en prendre soin, pour des motifs

tant esthétiques que médicaux. (Elles sont, effectivement, plus nombreuses à veiller à leur santé, à leur alimentation, et, de manière générale, à éviter les comportements « à risque » (Aliaga 2002)). L'observation de ce festival montre ainsi un réinvestissement des normes physiques : les arguments liés à la résistance physique accrue des hommes n'ont pas été définitivement discrédités au sein du MJS à partir de la seconde moitié des années 90. En revanche, leur expression s'est faite davantage symbolique. Les manifestations de virilité liées à la force ou la violence physique ont été remplacées par des manifestations rituelles : moins identifiées comme « masculines », elle peuvent dès lors prétendre à la neutralité, voire à l'universalité, et revêtir ainsi les « habits neufs de la domination masculine » (Singly 1993).

Contrairement aux militantes « légères », la possibilité, pour les garçons présents au festival, de ne pas investir exclusivement le registre du sérieux ne s'explique pas par leurs moindres responsabilités politiques (deux d'entre eux seront, d'ailleurs, les successeurs de la présidente élue en 2001). Leur participation aux activités plus ludiques du festival ne suscite pas non plus, comme pour les femmes, de commentaires publics moqueurs de la part de leurs « camarades », voire peut, au contraire, être objet de revendication publique de leur part (« moi, je suis célibataire, hein, j'assume »). On voit ainsi que « l'usage de la distance au rôle [prend] des significations différentes en fonction du rang relatif de celui qui s'en sert. (...) La manifestation de distance au rôle de la part du supérieur exprime vraisemblablement une volonté de décrispation du statu quo, ce que le subordonné approuvera certainement, en raison du bénéfice qu'il peut en retirer. » (Goffman 2002b) L'exemple de la sieste accordée aux membres de la délégation en vertu d'une fatigue partagée est ici particulièrement probant. Les militantes « légères » sont ainsi les seules à pâtir de leur « distance au rôle ». Une morale comportementale faite de retenue et de mesure dans les pratiques festives et conjugales est, dès lors, spécifiquement assignée aux femmes, sa transgression étant sanctionnée par des difficultés particulières à voir reconnaître à ces dernières des compétences politiques.

Si la compétence experte dont sont créditées les militantes « sérieuses » s'avère, temporairement, une voie d'accession aux plus hautes responsabilités, elle devient néanmoins partielle et incomplète par comparaison avec les qualités dont sont crédités les dirigeants. Ces derniers font, quant à eux, preuve d'une capacité à « structurer » les sous-groupes politiques et à organiser la sociabilité militante. Or, ces compétences politiques deviennent, progressivement, non plus des qualités « particulières » à ces dirigeants, mais bien des qualités « universelles », considérées comme nécessaires à l'exercice d'un mandat au MJS, constitutives de « la définition dominante de la pratique » (Bourdieu 1988). Les seules ressources scolaires, explicitement valorisées, deviennent ainsi insuffisantes pour légitimer, en pratique, les militantes « sérieuses ». Cette dévalorisation des ressources expertes des dirigeantes par rapport aux ressources « universelles » des hommes marque l'émergence de nouvelles normes militantes, façonnées par un contexte politique lui-même en train de

changer.

Entre d'une part, l'élection d'une présidente et l'adoption de la parité en décembre 2001, et d'autre part, ce festival international de l'été 2003, la configuration politique dans laquelle évolue le MJS a, en effet, été largement modifiée, en particulier par un événement imprévu – la défaite du candidat socialiste dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2002. La conséquence immédiate en est le réinvestissement massif des membres du MJS dans les mouvements de protestation contre la présence du Front National au second tour et, en retour, le recrutement de nouveaux adhérents que cette mobilisation entraîne. Or, comme nous l'avons vu pour la période qui précède l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1997, la participation aux mouvements sociaux et étudiants et, plus largement, un contexte d'opposition politique correspondent, pour le MJS, à des activités qui demandent à ses membres davantage des compétences militantes viriles que des compétences expertes. En outre, à partir de 2003, le MJS connaît une situation de double opposition : d'une part, à un gouvernement de droite, d'autre part, à la majorité du Parti Socialiste, puisque NG rejoint le Nouveau Parti Socialiste, qui devient un courant minoritaire du PS au Congrès du Mans. Le réinvestissement des cadres du MJS dans les luttes internes du PS entraîne la nécessité de compétences politiques d'appareil, qui évoquent celles des dirigeants du MJS d'avant 1993. Pourtant, cette évolution de l'organisation ne peut se résumer à un retour pendulaire à une situation précédente. D'une part, l'importance des luttes entre courants du PS au tournant des années 90 avait eu lieu dans un contexte où le PS était au gouvernement (de 1988 à 1993) et, inversement, l'investissement dans les mouvements sociaux et étudiants du MJS entre 1993 et 1997 avait correspondu au désengagement de l'organisation de jeunesse des luttes internes du parti. D'autre part, le courant NPS auquel est désormais rattachée la direction du MJS a été, en partie, créé par d'anciens dirigeants de l'organisation de jeunesse, réunis dans NG et qui occupent des postes de direction du courant. Cette situation garantit, aux yeux des membres du MJS, le maintien de leur « autonomie », en les préservant de rapports d'autorité que pourraient exercer, à leur égard, des cadres du Parti Socialiste : en effet, ce sont « les jeunes », ou « les anciens jeunes », qui dirigent leur courant, tant au MJS qu'au PS. Si elle ne constitue pas un retour à une situation antérieure, cette nouvelle configuration adjoint néanmoins aux compétences expertes exigées des membres du MJS la nécessité à la fois de compétences d'appareil et de conformité aux normes militantes viriles.

### **La plasticité de la domination masculine**

Après le mandat de 2003 à 2005 d'un président du MJS formé à l'Unef, la transition se clôt en 2005. Julie, qui avait d'abord été pressentie pour être la candidate de NG à la présidence du MJS, est évincée au profit d'un jeune homme, enfant de migrants du Maghreb, qui commence à militer contre le FN à Toulon, au PS puis au MJS. La voix de celui qui avait été le premier président du MJS

« autonome », désormais dirigeant de Nouvelle Gauche, est décisive dans le choix de ce nouveau leader : c'est bien la dévaluation des compétences expertes – constituées, nous l'avons vu, comme « féminines » – de Julie qui est en cause. Comme les membres du MJS, celui-ci ne peut décrire cette évolution – l'extrait d'entretien suivant en témoigne – en termes sexués, puisqu'en raison du « féminisme » d'institution, toujours en vigueur, ils seraient perçus comme sexistes :

« Elle [Julie] aurait été très bien dans une période où on peut être force de proposition pour le PS. Dans un contexte d'opposition à cette droite dure, il fallait un bagarreur. Un ou une bagarreuse, hein, c'est pas le sexe qui... »<sup>22</sup>

Désormais, ce sont les membres du MJS recrutés et socialisés dans une organisation à nouveau investie dans les mouvements sociaux et étudiants qui accèdent aux responsabilités nationales. La « parenthèse enchantée » dans l'histoire du MJS que nous venons d'analyser est, dès lors, un moment de transition entre deux générations de militants socialisés dans des mouvements étudiants. Cette période transitoire rend temporairement possible une féminisation des postes dirigeants du mouvement. Cet exemple illustre la plasticité de la domination masculine et la capacité de ce système de domination à se recomposer et à se maintenir, malgré les modifications des règles du jeu et la variabilité des ressources légitimes. Ce constat vaut d'ailleurs pour le champ politique en général, après l'adoption de la parité, compte tenu du déplacement des lieux de pouvoir vers des instances qui échappent à la féminisation (états-majors des partis, et notamment lieux d'investiture, mais aussi structures intercommunales) (Achin *et alii*, 2007). En l'occurrence, l'application de la parité pour les élections internes du MJS est rapidement suivie et contrebalancée par l'importance croissante que les courants acquièrent à l'intérieur du mouvement. Or, en vertu d'un nécessaire « consensus », les procédures de prise de décision et de désignation des responsables y sont entièrement informelles. La plasticité du genre comme modalité d'expression de rapports de pouvoir (Scott 1986) trouve ainsi une illustration spécialement vive au MJS.

Ces processus de préservation de la domination masculine qui suivent des modifications des règles du jeu s'observent dans d'autres sphères d'activité très éloignées. Séverine Sofio, dans sa thèse en cours, décrit un phénomène comparable pour les femmes artistes de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle: la contestation des normes artistiques de l'Académie Royale pendant la Révolution Française autorise temporairement une présence importante de plasticiennes et l'émergence de revendications d'égalité entre les sexes dans l'Académie. Une fois de nouvelles normes établies, les plasticiennes retrouvent une position dominée dans l'espace des pratiques artistiques. En étudiant l'enseignement de l'histoire de la Shoah en Allemagne, Alexandra Oeser (2008) analyse, quant à elle, les « marges de manœuvres » dont bénéficient les hommes pour maintenir leur position dominante. Quand, à l'école, les qualités, réputées féminines, de compassion et d'affectivité deviennent temporairement valorisées, les garçons se les approprient afin d'éviter une dévaluation scolaire, sans être pour autant féminisés. Il

faudrait dès lors continuer d'interroger les conditions de formation de cette capacité collective d'adaptation rapide et efficace des hommes à des règles du jeu changeantes.

### **Ouvrages cités**

Abélès, Marc. 2000. *Un ethnologue à l'Assemblée*. Paris, Odile Jacob.

Achin Catherine *et alii*. 2007. *Sexes, genre et politique*. Paris, Economica.

Aliaga, Christel. 2002. « Les femmes plus attentives à leur santé que les hommes », *INSEE Première*, n°869 : 1-4.

Bargel, Lucie et Karel Yon. 2006. « Entre AJS, UNEF et MJS. Circulation des militants et réseaux politico-syndicaux : Évolutions dans les socialisations militantes juvéniles des années 1970 à nos jours ». Journée d'étude du TRIANGLE « Carrières militantes et trajectoires professionnelles », Lyon, 24 novembre.

Bargel, Lucie. 2005. « La socialisation politique chez les jeunes militant-e-s: apprentissage des pratiques politiques et normes de genre », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 24, n°3 : 36-49.

Baudelot, Christian et Roger Establet. 1992. *Allez les filles !* Paris, Seuil.

Bessière Céline et Sibylle Gollac. 2008. « Des enquêté-e-s qui n'ont rien à dire sur la division sexuée de leurs pratiques ? Pour une sociologie genrée des familles d'indépendants », *Sociétés et Représentations*, (à paraître).

Bourdieu, Pierre. 1998. *La domination masculine*. Paris, Minuit.

Bourdieu, Pierre. 1989. *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*. Paris, Minuit.

Devreux, Anne-Marie. 1984. « Parentalité dans le travail : rôles de sexe et rapports sociaux », in Marie-Agnès Barrère-Maurisson *et alii*, *Le sexe du travail. Structures familiales et système productif*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Clair, Isabelle. 2008. « La division genrée de l'expérience amoureuse », *Sociétés et Représentations*, (à paraître).

Dubois, Vincent et Delphine Dulong (dir.). 1999. *La question technocratique. De l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique*. Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg.

Dunezat, Xavier. 1998. « Des mouvements sociaux sexués », *Nouvelles Questions Féministes*, vol.19, n°2-3-4 et *Recherches Féministes*, vol.11, n°2 : 161-195.

Gaxie, Daniel. 2005. « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue Suisse de Science Politique*, vol.11, n°1 : 157-188.

- Gaxie, Daniel. 1977. « Economie des partis et rétributions du militantisme », *RFSP*, vol. 27, n°1 : 123-154.
- Goffman, Erving. 2002a [1977]. *L'arrangement des sexes, par Hervé Maury*. Paris, La Dispute. (ed. orig. « The Arrangement between the Sexes, *Theory and Society*, vol. 4, n°3 : 301-331)
- Goffman, Erving. 2002b [1961]. « La “distance au rôle” en salle d’opération, par Yves Winkin », *ARSS*, 143 : 80-87. (ed. orig. *Encounters : Two Studies in the Sociology of Interaction*. Indianapolis, The Bobbs-Merill Company)
- Guyon, Stéphanie. 2008. « Supporterisme et masculinité : l’exemple des *ultra* à Auxerre », *Sociétés et Représentations*, (à paraître).
- Juhem, Philippe. 2001. « Entreprendre en politique De l’extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2 :131-153.
- Lagroye, Jacques. 1994. « Etre du métier », *Politix*, n°28 : 5-15.
- Lapeyre, Nathalie et Nicky Lefeuvre. 2004. « Concilier l’inconciliable ? Le rapport des femmes à la notion de “conciliation travail-famille” dans les professions libérales en France », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 23, n°3 :42-58.
- Mathieu, Nicole-Claude. 1991. *L’anatomie politique. Catégorisation et idéologies du sexe*. Paris, Editions Côté-Femmes.
- Mauger, Gérard. 1994. « Espace des styles de vie déviants des jeunes des milieux populaires », in Christian Baudelot et Gérard Mauger (dir.), *Jeunesses populaires. Les générations de la crise*. Paris, L’Harmattan.
- Oeser, Alexandra. 2008. « Les rôles du genre dans l’enseignement de l’histoire », *Sociétés et Représentations* (à paraître).
- Paoletti, Marion. 2005. « Femmes et partis politiques », in Margaret Maruani (dir.), *Femmes, genre et sociétés*. Paris, La Découverte (L’état des savoirs) : 315-322.
- Perrot, Michèle. 1979. « La femme populaire rebelle », in Christine Dufrancatel et alii., *L’histoire sans qualités*. Paris, Galilée.
- Singly, François de. 1993. « Les habits neufs de la domination masculine », *Esprit*, 196 : 54-64.
- Singly, François de. 1984. « Les manœuvres de séduction : une analyse des annonces matrimoniales », *Revue française de sociologie*, vol. 25, n° 4 : 523-559.
- Sineau, Mariette. 1998. *Des femmes en politique*. Paris, Economica.

Scott, Joan W. 1986. « Gender: A Useful Category of Historical Analysis », *American Historical Review*, vol. 91, n°5 : 1053-1075.

Yon, Karel. 2005. « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n°70 : 137-167.

Yon, Karel. 2003. « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID. Production et reproduction d'une "élite militante" », *Cahiers du GERME*, n°4 : 89-107.

Zarca, Bernard. 1990. « La division du travail domestique. Poids du passé et tensions au sein du couple », *Economie et Statistique*, n°228 : 29-40.

---

<sup>1</sup> Statuts du MJS.

<sup>2</sup> En particulier, celui de trésorière et chargée des fédérations (« numéro 2 » de l'organisation), et ceux de Secrétaires Nationales aux adhésions et aux universités, aux questions de société et aux relations internationales.

<sup>3</sup> L'Unef (Union Nationale des Etudiants de France) est le résultat de la « réunification », en 2000, des anciennes Unef-Id (Indépendante et Démocratique) principalement socialiste et Unef-Se (Solidarité étudiante) principalement communiste. Pour simplifier la lecture, on appelle ici « Unef » aussi bien l'Unef-Id que l'Unef.

<sup>4</sup> En 2003, les animateurs fédéraux du MJS – postes uninominaux de direction d'une fédération, désignés en leur sein par les Collectifs Fédéraux paritaires élus par les adhérents – sont, pour 75% d'entre eux, des hommes (Bargel 2005).

<sup>5</sup> Archives conservées au Centre d'Archives Socialistes (CAS) de la Fondation Jean Jaurès, et à l'Office Universitaire de Recherches Socialistes.

<sup>6</sup> Questionnaire passé aux délégués au Congrès du MJS de 2003. 199 personnes, soit environ la moitié des participants, y ont répondu.

<sup>7</sup> Discours d'investiture, décembre 2003. Les prénoms ont été modifiés.

<sup>8</sup> Ces préoccupations méthodologiques ont été au cœur d'une Journée d'études du Laboratoire de Sciences Sociales, « Genre et construction de l'objet », Paris, 3 juin 2004. On fait ici écho en particulier à l'intervention de Céline Bessière et Sibylle Gollac « Des enquêtés-e-s qui n'ont rien à dire sur la division sexuée de leurs pratiques ? Pour une sociologie genrée des familles d'indépendants » (2008)

<sup>9</sup> Organisation trotskiste dirigée par Pierre Boussel dit « Lambert ».

<sup>10</sup> Entretien avec B., 20 mai 2006. Né en 1967, B. est membre de l'équipe nationale du MJS à partir de 1990, président du MJS de 1993 à 1995, fondateur et président de Nouvelle Gauche à partir de 1994. Aujourd'hui, il est député européen, secrétaire national du PS et porte-parole du NPS.

<sup>11</sup> *Jeune et socialiste*, *Bulletin d'information interne du Mouvement des Jeunes Socialistes*, n°2, 1994.

<sup>12</sup> Michèle Perrot (1979) montre que les femmes des milieux populaires ne sont pas toujours exclues de cet investissement de la force physique.

<sup>13</sup> Entretien cité avec B.

<sup>14</sup> Philippe Juhem (2001) souligne « la valorisation par les groupes politiques d'extrême gauche de certains attributs des bandes comme les valeurs de force et de virilité, renversés de stigmates en emblèmes ».

<sup>15</sup> Le terme « bureaucrate », au sens marxiste du terme, est utilisé par une grande partie des militants de l'Unef pour désigner les membres du MJS.

<sup>16</sup> Convention Nationale du MJS de Limoges, Boîte « Mandat Nancy 97-98 » (classement provisoire), CAS.

<sup>17</sup> Entretien cité avec B.

<sup>18</sup> Convention Nationale du MJS de Limoges, archive citée.

<sup>19</sup> Comme celle des filles « sérieuses », cette catégorie ne correspond pas à un terme indigène. Elle nous semble cependant bien restituer l'ensemble des représentations indigènes – telles qu'ont permis de comprendre nos entretiens et nos observations – qui portent sur ces militantes : elles sont moins « sérieuses », plus « dissipées » dans le travail politique que les dirigeantes et leur participation au marché sexuel et conjugal du groupe militant renforce, comme nous le verrons, la dévalorisation genrée de leurs compétences politiques.

<sup>20</sup> On pourrait, par ailleurs, repérer des inégalités parmi les hommes dans leurs capacités à tenir le rôle de dirigeant politique. Les militants présents lors de ce festival font cependant partie de ceux qui endossent d'autant plus facilement ce rôle qu'ils sont en train de le façonner.

<sup>21</sup> Cette tolérance masculine à l'épuisement du corps, plus précisément, à une faible quantité de sommeil et à la consommation de produits stimulants qui peut l'accompagner, serait à explorer sur d'autres terrains et à mettre notamment en rapport avec celle des leaders politiques.

---

<sup>22</sup> Entretien cité avec B.